

rin (1), achevée par Louis XIV, fut de restituer d'abord le Portugal à ses rois et à lui-même, puis d'asseoir en Espagne, dans l'héritage de Philippe II, la Maison de France. Quand Napoléon I^{er} médita, dans les premiers mois de 1808, de ressusciter cette unité ibérique, il l'offrit, non pas aux Bragances de Portugal, qui n'étaient pour lui que les âmes damnées de l'Angleterre, mais aux Bourbons d'Espagne ; seulement il exigeait des garanties : il réclamait pour la France la Catalogne, la Navarre, la Biscaye, le Guipuzcoa, la ligne de l'Èbre, les entrées en Murcie et en Castille. Ah ! les minces Français qui ruminent de nos jours l'unité ibérique, ne regardent pas si loin : assurer notre frontière des Pyrénées, veiller à ce qu'une même et grande puissance ne nous dispute pas le magnifique privilège de régner également sur la Méditerranée et sur l'Atlantique ; misère que cela ! Leurs petits plans seront remplis si l'Espagne découronnée des Bourbons se fond dans le Portugal, aux applaudissements de la Grande-Bretagne, qui du haut de Gibraltar, étonnée, moqueuse et satisfaite, étendra sur toute la Péninsule les avantages du principe des nationalités et du traité de Methuen.

(1) Dans les instructions données en 1657 par le cardinal Mazarin à M. de Cominges qu'il envoyait comme ambassadeur extraordinaire du roi à Lisbonne, il est dit que « la France n'avait pas peu contribué « au rétablissement du roi de Portugal sur le trône de ses ancêtres. »

En résumé, l'essai d'une royauté mexicaine au profit d'un infant d'Espagne aurait pu être pour nous, sans le plus léger embarras, sans la moindre compensation onéreuse, une occasion de développer notre crédit à Madrid et à Mexico, de tenir ces deux capitales l'une par l'autre, de fortifier du même coup notre position dans le bassin de la Méditerranée comme au confluent futur de l'Atlantique et du Pacifique.

Nous entendons, à la vérité, quelques personnes nous dire : Quoi ! vous auriez donc voulu que la France des Bonapartes laissât l'Espagne des Bourbons s'agrandir quelque part, fût-ce même au Mexique ? Cela eût été une anomalie, cela n'était pas possible.

Nous espérons que de pareilles considérations n'ont pas un instant pesé sur le gouvernement impérial. C'est encore à Napoléon I^{er} que nous en appelons, à Napoléon dans le plus beau temps de sa gloire, à cette époque du Consulat où il offrait l'image de la toute-puissance unie à la modération, et du génie réglé par la raison : le voilà après Marengo, il est vainqueur, il est maître ; s'occupe-t-il à expulser ou à éliminer les Bourbons ? Non, il est trop patriote pour cela, il comprend d'instinct qu'en dépit de nos prodigieux changements les petits-fils de Henri IV ont du sang de France dans les veines, et qu'il leur en restera toujours quelque chose ; il a pour les

Bourbons d'Espagne la déférence qu'on a pour des alliés naturels et héréditaires, il les favorise, il les comble, ses mains républicaines élèvent pour eux le royaume d'Étrurie au moment même où, dans le traité de Lunéville, il stipule le renvoi en Allemagne de tous les archiducs d'Autriche qui ont des possessions subalpines. Quelques années plus tard, tout est bouleversé, un soubresaut de cette volonté souveraine et mobile a précipité en Italie comme en Espagne les Bourbons ; soyez tranquille, Napoléon n'a pas été donner aux premiers venus, à des intrus portugais et piémontais, les dépouilles bourbonniennes ! Homme extraordinaire dont l'imagination s'égarait, mais dont l'esprit n'est pas faux, il garde ces dépouilles pour lui-même, il en couvre ses frères et ses beaux-frères ; si l'intérêt français lui a fait préférer les Bourbons aux étrangers, l'égoïsme dynastique lui fait préférer aux Bourbons les Bonapartes ; quoique révolutionnaire, sa politique conserve certaines allures nationales.

Une objection infiniment plus grave serait la haine qui, d'un bout à l'autre du Mexique, s'attacherait jusqu'au nom de l'Espagne.

A cela il pourrait nous suffire de répondre qu'il appartenait au gouvernement de la reine Isabelle de tâter et de préparer le terrain sur lequel s'avanceraient ses troupes. Tant pis pour lui si, pensant marcher à

un facile triomphe, il rencontrait soudain quelque affreux mécompte !

Mais cette haine dont on parle, existe-t-elle avec l'intensité qu'on lui attribue ? On nous avait annoncé qu'une fois les Espagnols embarqués, le pays tout entier accourrait d'enthousiasme au-devant de nos soldats : les Espagnols se sont retirés, nous avons regardé avidement, nous n'avons rien aperçu, hélas ! de ces consolants tableaux. La vérité est qu'au Mexique, parmi d'innombrables factions, il y a deux partis en présence : l'un, plein d'animosité contre l'Espagne qu'il déteste et qu'il renie ; l'autre, mieux composé, qui, sans regretter le joug justement détruit de la métropole, voit en elle une aïeule, lui demande des conseils dans les guerres civiles et un asile au jour des proscriptions, se rappelle avec complaisance une parenté, formée par une religion commune, par la similitude des origines, du langage et des mœurs, par le va-et-vient perpétuel des relations de famille et des rapports commerciaux. D'un côté sont les métis, espèce de parvenus à la civilisation, dont Juarez est le chef ; de l'autre, le clergé, les grands propriétaires, les conservateurs dont la cause n'a succombé avec Miramon que par une embûche des États-Unis. L'Indien lui-même, dont la race constitue encore l'immense majorité de la population, n'a pas d'aversion pour l'Espagnol ; sa misère

présente lui fait pardonner à ses maux passés ; le régime de la conquête apparaît à son souvenir fatigué comme un temps déjà bien lointain où il souffrait moins, où il y avait plus de chemins praticables, plus de ponts sur les rivières, plus de sûreté dans les champs, moins de brigands et moins de tueries. Laissons ici parler un témoin, écoutons les explications que, le 22 novembre 1861, M. Pacheco donnait au sénat de Madrid sur l'intérieur de la société mexicaine : « A peine arrivé à Mexico, racontait le dernier ministre que l'Espagne ait eu dans cette ville, je compris qu'il y avait un parti espagnol et un parti anti-espagnol. Je dis parti espagnol, non parce qu'il serait disposé à nous vendre sa patrie, mais parce qu'il a de l'analogie, de l'affinité avec nous, parce qu'il conserve les traditions originaires. Je dis parti anti-espagnol, en parlant de l'autre, parce qu'il a commencé la guerre de l'indépendance en assassinant nos compatriotes, et qu'il n'a pas cessé de persévérer dans ces horribles habitudes. Le parti espagnol est celui qui est soulevé contre la constitution de 1857, il compte dans son sein toutes les notabilités du pays. On trouve dans ce parti Alamar ; Cobo y a figuré ; il y a encore Bonida, Lara, Ramirez, le P. Miranda, Helguero. L'autre parti est celui qui nous déteste, qui vend son pays aux Anglo-Américains, et qui raye de sa constitution le nom mexicain.

Le parti qu'en Europe on a appelé réactionnaire et clérical est tolérant et libéral, il tolère même la liberté des cultes. Le parti fédéraliste, au contraire, est un parti de barbarie, un parti désorganisateur, un parti qui aspire à introduire de plus en plus l'anarchie au Mexique au moyen de la division, en établissant vingt républiques au lieu d'une. J'ajoute que la majorité du parti espagnol se compose de blancs, d'hommes comme nous, tandis que la presque totalité du parti anti-espagnol est composée de métis. La race indienne qui forme la majorité sur ce territoire, est la race la plus soumise, la plus facile à gouverner. Forcé de m'arrêter quelquefois au milieu de ces populations en me rendant à Mexico, ces bonnes gens me demandaient des nouvelles de « la reine notre souveraine. » Je leur répondais : « La reine est ma souveraine et non la vôtre, car vous êtes des Mexicains. » Ils me répliquaient alors : « Nous avons toujours entendu nos pères qui nous disaient : Le roi notre souverain ; et voilà pourquoi nous disons aussi : La reine notre souveraine. »

M. Pacheco, résumant le lendemain au Sénat ses observations de la veille, disait encore : « Le parti catholique est évidemment celui qui prédomine au Mexique (1). »

(1) *Gazette de Madrid* des 23 et 24 novembre. Les assertions de M. Pacheco ont été confirmées, dans les discussions récentes du Sénat.

Une royauté espagnole transportée à Mexico avait donc quelque chance de trouver, avec un parti tout fait, une clientèle déjà établie, des racines plutôt transformées que brisées, un premier fonds de souvenirs et d'intérêts communs. Quant à l'autre parti, c'eût été aux institutions, et, le cas échéant, aux prévoyantes stipulations de la France à lui ménager la place et les garanties qui lui étaient dues.

de Madrid, par l'ambassadeur démissionnaire d'Espagne à Paris, le général Concha, marquis de la Havane, à qui son origine hispano-américaine, son habile et glorieux gouvernement de Cuba ont donné une connaissance exceptionnelle du Mexique et de l'esprit qui l'anime. Le discours du général Concha se trouve reproduit dans le *Journal des Débats*, des 27 et 28 décembre 1862.

CHAPITRE IV.

TRADITIONS QUE POUVAIT TROUVER AU MEXIQUE UNE
ROYAUTÉ ESPAGNOLE.

Ce qui nous confirme dans notre opinion, c'est que la monarchie d'un infant a été librement élue par les populations mexicaines, même au milieu de leurs plus grandes colères contre la métropole, même au lendemain des vengeances mutuelles qui avaient mis entre les deux races comme un fleuve de sang.

L'origine des événements qui firent tomber le Mexique dans la république remonte à 1808, année de la guerre d'Espagne. Au bruit de l'invasion de Murat, que son maître envoyait à Madrid en remplacement des Bourbons, l'honneur castillan poussa un cri dont l'écho retentit au loin, la patrie entière se sentit atteinte. Dans tout le Mexique, ce ne fut qu'une explosion d'indignation et de fidélité; une junta de gouvernement se forma où entrèrent pêle-mêle l'archevêque, les membres de l'audience royale, les chefs de l'armée, les délégués des provinces, les notables d'entre les ecclésiastiques et les laïques;